

Commission permanente

Réunion du 27 avril 2020

N° : 7604

33
2A4-01

Objet de la délibération :

**FONDS DEPARTEMENTAL DE PEREQUATION DE LA TAXE
PROFESSIONNELLE - MODALITES DE REPARTITION**

Rapporteur : Mme Marie-Pierre MOUTON

Vu la délibération du Conseil départemental en date du 19 juin 2017,
Vu l'article L.3211-1 du Code général des collectivités territoriales,
Vu le rapport de la Présidente du Conseil départemental indiquant que :

Je sou mets à votre examen le nouveau projet de répartition du Fonds Départemental de Péréquation de la Taxe Professionnelle (FDPTP).

Conformément aux termes de l'article 1648 A II du CGI, les ressources du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle sont réparties l'année de versement de la dotation de l'État, par le Conseil départemental. Cette répartition est réalisée par ce dernier, à partir de critères objectifs qu'il définit à cet effet entre les communes, les établissements publics de coopération intercommunale et les agglomérations nouvelles, défavorisées par la faiblesse de leur potentiel fiscal ou par l'importance de leurs charges.

Pour faciliter l'utilisation de ce fonds dans l'environnement réglementaire qui l'encadre, une modification des critères de répartition mis en place par le Conseil départemental de la Drôme a été effectuée par délibération de l'Assemblée départementale du 06 novembre 2017, pour une mise en application au 1er janvier 2018.

Ces modalités de répartition anticipaient une extinction du FDPTP à échéance de 3 ans et des évolutions législatives et réglementaires dans le domaine de l'eau notamment.

Les modalités de répartition prévues sur les 3 ans n'ont donc pas pu être totalement mises en œuvre, notamment pour la part prévue pour les EPCI défavorisés par la faiblesse de leur potentiel fiscal dans le cadre du transfert des compétences induit par les lois MAPTAM et NOTRe.

Elles ont cependant permis une répartition plus large aux communes défavorisées, ainsi qu'aux EPCI ayant des charges importantes.

Dans l'attente de la réforme de la fiscalité locale, qui fera évoluer les critères de richesse des communes, il est donc proposé de poursuivre l'objectif de répartir le FDPTP aux communes drômoises défavorisées ainsi qu'aux EPCI ayant des charges importantes selon les modalités de répartition qui suivent.

Ainsi, à compter de 2020, le FDPTP sera réparti comme suit aux communes et communautés de communes ou d'agglomération :

☛ ayant des charges importantes, caractérisées par les dépenses de personnel ou de fonctionnement thématiques (enseignement artistique, animation – jeunesse, prévention, éducation scientifique, etc....)

☛ dont le potentiel financier est inférieur à 1 300 000 € pour des projets communaux ou intercommunaux au titre de la Solidarité Territoriale en fonction des critères suivants :

- potentiel financier de l'année N-1 qui sera le critère prépondérant, selon un barème établi par le Conseil départemental et servira de base de calcul à la répartition
- effort fiscal, en tant que critère de mobilisation des ressources
- zone géographique
- potentiel fiscal par habitant le cas échéant.

Je vous propose d'annuler partiellement la délibération du 6 novembre 2017 en ce qui concerne les modalités pour 2020 et d'approuver ces nouvelles modalités de répartition du Fonds Départemental de Péréquation de la Taxe Professionnelle pour 2020 et les exercices futurs

Le Conseil départemental après en avoir délibéré ; DÉCIDE :

- d'ANNULER partiellement la délibération du 6 novembre 2017 en ce qui concerne les modalités pour 2020
- d'APPROUVER ces nouvelles modalités de répartition du Fonds Départemental de Péréquation de la Taxe Professionnelle pour 2020 et les exercices futurs.

Pas d'observation ? ADOPTÉ en conséquence des votes ainsi exprimés.

La Présidente du Conseil départemental,



Marie-Pierre MOUTON

VOTE	Quorum	✓	Etaient présents l'ensemble des membres à l'exception de :
<u>Votants</u>			
Pour	37		
Contre	0		
Abstention	0		
Non-participation	0		M. CHABOUD
			Mme ZAMMIT-HELMER (Rep. M. MORIN)
			M. CHALEON (Rep. Mme ANTHOINE)
Unanimité		✓	M. COMBES (Rep. Mme ROCHAS)